

**ALGER**

Extract of Alger républicain

Alger républicain

<http://alger-republicain.com/Chronologie-des-faits-et-2078.html>

# Chronologie des faits et mouvements sociaux et politiques en Algérie 1830 - 1954 / 2

- Histoire - Chronologie des faits et mouvements sociaux et politiques en Algérie 1830 - 1954 -  
Publication date: dimanche 5 juillet 2015

## Description:

<a href="IMG/jpg/gloire\_a\_nos\_martyrs.jpg" title="JPEG - 12.5 ko" type="image/jpeg">



---

**Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés**

---

- 1830- nov. Expédition sur Médéa qui se heurte à une très grande résistance. Dès le 7 décembre, 5000 hommes sont envoyés en renfort pour occuper la ville.
- 1830-7 déc. Arrêté du Général Clauzel portant attribution à l'Etat de tous les établissements affectés à la Mecque, à Médine et aux mosquées. Cette mesure a entraîné de nombreuses protestations. Des raisons de sécurité sont intervenues pour justifier cette mesure. Les autorités françaises estimèrent : « *imprudent de laisser des biens considérables, à des corporations religieuses puissantes qui pouvaient alimenter les révoltes sous prétexte de répandre l'aumône.* »
- 1830-7 déc. Arrêté du Général Clauzel portant création d'une chambre de commerce à Alger.
- 1830-19 déc. Arrêté portant la création d'une chambre de commerce à Annaba.
- 1847-23 déc. L'Emir Abdelkader se rend aux troupes françaises. Il obtient la promesse qu'il sera libre d'aller s'établir au Poche Orient avec sa famille.
- 1848-3 nov. L'Emir Abdelkader est interné au château d'Amboise.
- 1848-nov., 1849 Soulèvement des Zaatchas.
- 1848-4 nov. Nouvelle constitution française dont deux articles concernent l'Algérie :

+ **Art. 21** admet les Français d'Algérie à élire des représentants à l'Assemblée Nationale. Cette constitution crée trois départements avec des Conseils Généraux et municipaux élus par les Européens, administrés par des préfets et sous -préfets dotés de Conseils de préfecture.

+ **Art. 109** déclare le territoire de l'Algérie territoire français.

- 1852-4 déc. Prise de Laghouat par l'armée coloniale, ce qui entraîne une insurrection généralisée jusqu'à Touggourt.
- 1853 L'Emir Abdelkader s'installe à Bursa en Turquie.
- 1854-29 nov. Fin de l'insurrection dans la région de Laghouat et de Touggourt.
- 1870-24 oct. Décret transformant les trois anciennes provinces en trois départements comprenant chacun un territoire civil et un territoire sous commandement militaire.



### Le décret Crémieux

- 1870-24 oct. Décret Crémieux qui a donné la citoyenneté en même temps que les droits politiques aux israélites d'Algérie. Le statut de droit civil français avec toutes ses charges et toutes ses obligations est imposé aux israélites d'Algérie.
- 1892-28 déc. Arrêté portant création de la Chambre de Commerce de Béjaïa.
- 1893-7 nov. L'Emir Khaled entre à l'école Saint-Cyr.
- 1897-1er nov. Création de la Bourse de Travail de Constantine.
- 1900-19 déc. Loi qui dote l'Algérie :
  - + de la personnalité civile.
  - + d'un budget spécial.
  - + La politique d'autonomie consiste à développer considérablement les pouvoirs du Gouverneur Général. Cette autonomie budgétaire est maintenue par le statut du 20 septembre 1947 jusqu'aux réformes engendrées par la guerre de Libération Nationale à partir de 1956.
- 1902-24 déc. Loi qui aménage le Sahara algérien en circonscription administrative : « *Les Territoires du Sud* ». Ces territoires forment une entité administrative séparée dotée de la personnalité juridique et d'un budget propre. Les premiers jalons d'une tentative de partition de l'Algérie sont mis en place.
- 1924-déc. Congrès des ouvriers nord-africains de la région parisienne.
- 1925-26 nov. Le numéro d'Echihab lance « *un appel aux lettrés réformistes* ». Ce qui constitue l'acte de naissance de l'Association des Oulémas.
- 1929-20 nov. Dissolution de l'ENA (Etoile Nord Africaine) pour atteinte à l'intégrité du territoire national.
- 1933-26 nov. Manifestation des petits colons à Constantine au nombre de 3000 environ contre la mévente du blé.
- 1943-12 déc. Discours du Général De Gaulle à Constantine.
- 1832-21 nov. Abdelkader est proclamé Émir au cours d'un congrès des tribus. Il est aussitôt reconnu par les habitants de Mascara et ceux de Tlemcen. Il se fait aussi reconnaître par les tribus des Beni-Amer, les Gharaba et le Beni-Hachem. Il proclame le Djihad contre la répression colonialiste.
- 1835-11 nov. Ordonnance qui institue le monopole de pavillon entre la France et l'Algérie. Cette ordonnance accorde la franchise à leur entrée dans la colonie aux marchandises originaires de la France.
- 1836-22 nov. Les troupes du Général Clauzel échouent devant Constantine.
- 1837-6.13 oct. Les troupes coloniales assiègent et investissent la ville de Constantine. Le 11 octobre le Général Danrémont voulut négocier ; les populations constantinoises lui firent cette réponse :

*« si les Chrétiens manquent de poudre nous leur en enverrons ; s'ils n'ont pas de biscuits, nous partagerons le nôtre avec eux, mais tant qu'un de nous sera vivant ils n'entreront pas dans Constantine ».*

Le 13, la place était prise mais le Général Danrémont commandant les troupes coloniales est tué.  
La prise de Constantine marque le début de la résistance dirigée par Ahmed Bey qui s'enfuit dans les Aurès.

- 1838-15 oct. Arrêté destituant Hadj Ahmed Bey de Constantine.
- 1838-15 oct. L'Émir Abdelkader s'empare de la résidence fortifiée d'Ain Madhi de la confrérie des Tidjania qui résistait à son autorité.
- 1839-18 nov. Reprise des hostilités entre les troupes de l'Emir Abdelkader et l'armée coloniale.
- 1839-20 nov. Anéantissement d'un convoi français par les troupes de l'Emir Abdelkader.
- 1939-21 nov. Les troupe de l'Emir Abdelkader remportèrent des victoires et obligèrent l'armée coloniale à évacuer la plaine de la Mitidja jusqu'à El Harrach.
- 1840-29déc. Le Général Bugeaud est nommé Gouverneur Général de l'Algérie.
- 1891-4 déc. Déclaration de Burdeau à la Chambre des Députés :

**« L'établissement de la race française sur le sol algérien : Voilà la question dominante ».**

- 1901-29 déc. Arrêté portant création d'une Chambre de Commerce à Mostaganem.
- 1909-28 déc. Important meeting à Annaba qui a rassemblé 3000 personnes. Les orateurs réclament la suppression du Code de l'indigénat, les impôts arabes et des tribunaux d'exception.
- 1916-10 nov. Début du soulèvement populaire dans les Aurès. Un millier de résistants armés attaquent le Bordj de Mac Mahon.
- 1934-16 déc. Premier Congrès de la Section Algérienne du Secours Rouge International (SRI) qui s'est fixé les tâches suivantes :
  1. - Une lutte permanente contre le Code de l'indigénat.
  2. - Lutte contre la terreur en Espagne et soutien effectif aux réfugiés politiques en France et en Algérie.

Ce Congrès fut l'occasion d'un vaste rassemblement antifasciste puisque les délégués présents de l'ENA y adhèrent.

- 1935-29 déc. 1er numéro d'*El Bassair* hebdomadaire en langue nationale.
- 1938-20 nov. La grève générale lancée par la CGT est très durement réprimée. Cette répression marque la fin du Front Populaire.
- 1938-19 déc. 23 membres du PPA [\[1\]](#) comparaissent devant le tribunal correctionnel.
- 1942-20 déc. A l'initiative de Ferhat Abbas, les élus adressent « Un message des représentants algériens aux autorités responsables. »
- 1943-29 nov. Dans un rapport émanant du PCF [\[2\]](#) et adressé aux trois partis d'Afrique du Nord, il est dit ceci :

"Union nation française et populations d'Afrique du Nord contre l'ennemi commun. Une démocratie française rénovée, élargie seule pourra apporter à l'Afrique du Nord l'appui industriel indispensable, des conditions de vie meilleures pour le présent et la garantie d'une émancipation totale pour l'avenir. Rien de commun avec la soi-disante assimilation. Il s'agit d'une union librement consentie des populations d'Afrique du Nord avec la nation française en raison de leur communauté d'intérêts. (in. : Délégation en Afrique Nord du CC du PCF, Section d'information et d'éducation. Proposition d'éducation du marxisme-léninisme aux trois partis d'Afrique du Nord).

- 1944-29 déc. Ferhat Abbas exprime des réserves sur certaine propositions du PPA :

**« ...il nous parvient en effet que certains éléments qui se réclament de notre mouvement parleraient de l'indépendance de l'Algérie...si cela était exact, ces éléments desserviraient notre mouvement et trahiraient notre idéologie »** (in : Égalité)

- 1946- Fin de l'année Le docteur Lamine Debaghine est entendu par le conseil de discipline du MTLD [3], sur les évènement de mai 1945. Il est accusé d'avoir provoqué les évènements de Sétif et d'être responsable du mot d'ordre aventureux de soulèvement.
- 1949-27.28.29 déc. Travaux du CC de l'UDMA [4] qui adopte une résolution condamnant le colonialisme et salue « *les dernières décisions de l'ONU concernant les peuples dépendants.* »
- 1949-29 déc. Travaux du CC du PCA [5]
- 1837-6 déc. Mascara est prise par les troupes du Général Clauzel. Elle est pillée et démantelée..
- 1844-10 sept. Traité de Tanger, la France exige du Maroc la neutralisation de l'Emir Abdelkader.
- 1844-1er oct. Ordonnance sur la propriété foncière dont les principales dispositions ont été les points suivants :
  - + régulariser la situation résultant des transactions foncières.
  - + supprimer l'inaliénabilité des biens habous.
  - + Désormais c'est la loi française qui régit toutes les transactions entre européens et indigènes en matière immobilière.
  - + Régler les formes d'expropriation pour cause d'utilité publique.
  - + Tendre à reconnaître et à augmenter le domaine de l'Etat et par conséquent à procurer des terres à la colonisation.
- 1844-4 oct. Arrêté portant création d'une Chambre de Commerce à Skikda.
- 1845-31 oct. Pour faire face au mouvement insurrectionnel le gouvernement français introduit le système de séquestre. Les faits qui y donnent lieu étaient limités à deux cas :

1/ actes d'hostilité soit contre les français soit contre les tribus soumises à la France.

2/ abandon pour passer à l'ennemi.

- 1860 -10. déc. Décret portant création du Conseil Supérieur du Gouvernement. Il est présidé par le Gouverneur Général et comprend 53 membres : 31 élus et 22 membres de droit. Cette composition en faisait une « *chambre*

d'enregistrement » aux pouvoirs trop restreints.

- 1873-20 sept. Décret consacré à l'électorat et à l'éligibilité des négociants musulmans eux Chambres de Commerce.
- 1875-23 sept. Décret qui modifie l'application en Algérie de la loi du 10 août 1871 sur la composition du Conseil Général. Ce Conseil Général comprend deux catégories de membres.
  - Les citoyens français qui détiennent le 4/5e ou le 5/6e des sièges.
  - Les autres musulmans nommés d'abord parmi les propriétaires fonciers. Leur élection à partir de 1908 change très peu la composition locale des Conseils Généraux (in Collot. Les institutions algériennes).
- 1884-29 déc. Institutionnalisation du monopole de pavillon.
- 1887-9 déc. Décret réglementant l'enseignement indigène. Les Algériens sont dans leur grande majorité refusent d'inscrire leurs enfants dans les écoles françaises. Ben Rahal un des notables de l'Algérie du siècle passé nous en donne les raisons :

*« En l'état actuel, l'Arabe d'Algérie peut subir l'instruction ; je dis SUBIR parce qu'il ne la demande pas ; il est même disposé, sauf quelques rares exceptions, à y voir une sorte de piège tendu à sa simplicité en vue de lui saisir sa nationalité et sa religion »*

(Ben Rahal. Etude sur l'application de l'instruction publique en pays arabe : in. Bulletin de la société de la géographie et d'archéologie de la Province d'Oran. 1887).

- 1892-18 oct. Décret réglementant l'enseignement indigène. L'obligation scolaire est restreinte aux garçons et à quelques localités.
- 1920-30 déc. Développement de l'insécurité à travers tout le pays. Le député Roux-Fressineng déclarait à la chambre des députés le 30 décembre 1920 :

*« Cela a commencé après l'armistice, lors de la démobilisation... Les attentats les plus divers et les plus graves, les agressions par bandes armées se sont succédés sans interruption dans les fermes, sur les chemins, sur les voies ferrées. Jamis on n'avait vu cela en Algérie ».*

- 1924 - novembre Création de l'Etoile Coloniale par le PCF. Plusieurs algériens suivent des cours donnés dans les écoles du PCF dont Messali Hadj.
- 1929- Décembre Un tract édité par la CGTU est distribué à Alger, Annaba, Bejaia, Batna à l'occasion des évènements de Palestine. Il se termine par les slogans suivants :

**« A bas le sionisme ! Vive l'indépendance des pays arabes opprimés ! »**



- 1932-décembre La crise économique de 1929 atteint l'Algérie.

« Dans les Médina, personne ne travaille : babouchiers, cordonniers, brodeurs, tous n'ont rien à faire , tous se promènent dans les rues offrant ainsi le triste spectacle du chômage et de ses tristes conséquences ». (in Echo d'Oran).

- 1936-23 déc. Dépôt sur le bureau de l'Assemblée Nationale du projet : « Blum-Violette ». Ce projet est combattu par la Fédération des Maires d'Algérie.
- 1937-30 nov. A Alger, grève des commerçants de la Casbah à l'appel du PPA pour protester contre les condamnations frappant les leaders du PPA et du Néo-Destour tunisien.
- 1938-27 nov. A Alger élections municipales, à titre algérien Boumendjel et Mohamed Abbas, soutenus par le PPA, sont élus « *La stérile lutte d'influence qui opposaient entre elles depuis des années les familles bourgeoises...fut mise pour la première fois en échec et balayée de la scène publique. Le peuple de la Casbah tourna le dos à la politique des »Grandes Familles« .* »
- 1942-oct. Débarquement des Alliés sur les côtes d'Afrique du Nord.
- 1943-nov. Les syndicats CGT comptent plus de 73.000 adhérents à Constantine, 20.000 dans l'Oranie et 40.000 dans l'Algérois.
- 1944-27 nov. Série de décrets tendant à accélérer le développement de l'instruction en Algérie.
- 1944-2 déc. Deux militants du PPA qui tentaient d'acheter des armes auprès des militaires stationnés à Jijel sont arrêtés.
- 1946-10 nov. Elections des députés de l'Assemblée Nationale boycottées par l'UDMA. Le MTLD qui vient de se constituer en parti, se présente pour la première fois aux élections. Il a cinq élus. Le PCA en a deux.
- 1947-29.30 déc. Congrès de l'Union des Syndicats confédérés du Constantinois. Les membres du bureau élu sont les suivants : Soler René. Brahimi Arezki. Fahem Mohamed. Noui Mouloud.
- 1950- nov.déc. Au cours des mois de novembre et décembre
- 1950 les dockers du port d'Alger ont observé 31 arrêts de travail.
- 1839- 14 oct. Décision du ministre de la guerre de donner le nom « Algérie » au territoire qu'on appelait jusqu'à présent « Possessions françaises dans le Nord de l'Afrique » qui avait succédé après la conquête d'Alger à l'expression « Régence » ou « Royaume d'Alger ». Le nom « Algérie » se trouvait dans l'oeuvre de Fontenelle en 1686.
- 1839-20 oct. Les troupes de l'Emir Abdelkader attaquèrent la Mitidja où commençaient à s'installer les premiers colons.
- 1839- Automne. L'oeuvre de regroupement territorial de l'Emir Abdelkader est achevée. Les Français sont resserrés dans Oran, Alger et une partie du beylik de Constantine. Abdelkader a assis son autorité sur les 2/3 de l'Algérie du Nord ; de Bejaia à Tlemcen et d'Ain Madhi à Ténès.

- 1842-26 sept. Ordonnance qui prévoit la nomination des Cadis avec l'approbation du ministre de la guerre. La convention du 5 juillet 1830 et les traités signés avec l'Emir Abdelkader sont de nouveau violés.

L'Art. 5 du traité de la Tafna garantissait aux Algériens « *la pratique de leur discipline religieuse sous l'autorité de leurs chefs spirituels.* »

- 1907-2 déc. Fondation de l'hebdomadaire « l'Islam ».
- 1920-30 déc. Déclaration de Morinaud député colon de Constantine :

« *Avec le vent qui souffle de Moscou, il est à craindre qu'avant peu nous ayons en Afrique du Nord des émissaires musulmans prêchant l'insurrection* » (in Echo d'Oran 30 décembre 1920).

- 1947- nov. Déc. Elections des djemâas dans les communes mixtes et les communes de plein exercice.
- 1947-18 déc. Les Conseillers Municipaux de Mahelma adressent la lettre suivante au Gouverneur Général.

*"Nous, soussignés, Conseillers Municipaux de Mahelma avons l'honneur de porter à votre connaissance les faits suivants : le 11 décembre 1947 en plein jour et devant tout le monde, le garde champêtre et un employé de la mairie, montés sur un camion appartenant à Monsieur le Maire de la Commune, ont procédé publiquement à une distribution d'armes et de munitions de guerre à toute la population européenne de Mahelma.*

*Nous protestons énergiquement auprès de vous Monsieur le Gouverneur Général contre les agissements criminels qui tendent à surchauffer les esprits et à créer une atmosphère malsaine, favorable à toutes les provocations et à toutes les entreprises de désordre.*

*Nous vous prions, Monsieur le Gouverneur Général, d'intervenir pour mettre fin à cette regrettable situation qui a suscité un vif émoi parmi la population musulmane et d'ouvrir une enquête pour punir les responsables de cet état de choses."*

**Alger républicain 18 décembre 1947.**

- 1947-déc. Constitution de l'OS (Organisation Secrète du MTLD). En 1949 elle comptait environ 1800 hommes et une centaine d'armes.
- 1947-Décembre Constitution d'un Comité Central des grèves pour diriger et coordonner les mouvements en cours. On y relève les noms suivants :

1.

1. Gallinari des PTT
2. Benmihoub des CFA
3. Boukhala des dockers
4. Mada des CFA
5. Abderrahmane des dockers

6. Bensmain des CFRA
7. Mokhtar des tabacs.

- 1947-déc. Arrestation de Bellounis Mohamed conseiller municipal MTLD de Bordj Menaiel.
- 1950-fin déc. Session du CC du MTLD où fut discuté le complot colonialiste d'avril 1950 et ses répercussions sur le parti. Trois thèses étaient en présence :
  1. Retour à la clandestinité totale. Cette thèse était défendue par Bouda, M'Barek Filali, Mostéfa Ben Boulais et Dekhli.
  2. Utilisation plus large et plus prononcée de la lutte légale. Ce point de vue était défendu par Mostéfa Chawki, M'Hamed Yazid, Kiouane, Amrane Said.
  3. Combinaison des deux formes de luttés défendue par Benkhedda, Messali, Lahouel.
  4. Au cours de cette session Lahouel fut pris à parti par Messali Hadj. Lahouel présenta sa démission qui fut refusée.
- 1952-décembre Session du CC du MTLD pour étudier le rapport qui devait être présenté au Congrès.
- 1953-1er novembre Appel solennel du Comité Central du PCA pour un Front National Démocratique Algérien.
- 1953-10 décembre Appel du Comité Central du MTLD pour un Congrès National Algérien.
- 1953-19 déc. Les travailleurs ont participé sous des formes diverses à la journée internationale pour la cessation de la guerre du Vietnam décidée par le 3e Congrès syndical mondial de la FSM.
- 1953-26-27 déc. Conférence fédérale des militants MTLD en France. Les bruits relatifs à un désaccord entre Comité Central et Messali commencent à être colportés.

### **Abderrahim Taleb Bendiab**

[suite : ici](#)

PS:

url de l'article : <http://www.alger-republicain.com/Ch...>

---

[1] Parti du Peuple Algérien

[2] Parti Communiste Français

[3] Mouvement Pour Le Triomphe Des Libertés Démocratiques

[4] Union Démocratique du Manifeste Algérien

[5] Parti Communiste Algérien